



CNESER du 6 juillet 2021

Déclaration préalable FO ESR

FO ESR dénonce tout d'abord le fait que ce CNESER se tienne en « distanciel ». C'est révélateur de la méthode de ce gouvernement, qui persiste, quelle que soit la conjoncture, à vouloir mettre à distance les organisations syndicales des personnels, dont FO ESR, susceptibles de s'opposer aux projets ministériels.

C'est révélateur aussi du fait que les séquelles de la gestion par le gouvernement de la crise Covid sont non seulement très loin d'être effacées mais même que le gouvernement, et au tout premier chef le MESRI, entend enraciner les plus nuisibles surgeons de cette gestion.

Lors de ce CNESER, un point est présenté sur les conditions de la rentrée. Mais, alors même qu'il n'y a aucun engagement pour garantir la possibilité d'effectuer celle-ci à 100 % en présentiel, les signaux alarmants se multiplient, qui témoignent de volontés de modifier en profondeur l'enseignement universitaire et les missions des personnels des universités en pérennisant le « distanciel ».

Comment ignorer en effet que le Sénat a commis un rapport où des intervenants réclament que les universitaires cessent d'être des « transmetteurs de savoir » pour devenir de simples « accompagnateurs » de séances numérisées ? Comment ignorer que des présidents d'université annoncent unilatéralement vouloir maintenir du « distanciel » ? Ainsi :

- à Paris-Dauphine, la présidence déclare que l'enseignement se fera désormais en « distanciel » un jour sur cinq pour tous les étudiants ;
- à Paris III Sorbonne Nouvelle, une annonce de la présidence assène que tous les cours d'amphis seront désormais à distance ;
- à Strasbourg, le président déclare : « Nous ne pourrons revenir en présentiel à 100 %, ni à la rentrée prochaine ni dans un an. »
- à Lyon I, le président fait part de la mise en place de « "campus distants" hautement numérisés », y compris pour des 1^{er} année de Licence ;
- à Aix-Marseille Université, trois campus connectés sont annoncés par la présidence, avec des tuteurs chargés d'encadrer les étudiants relégués derrière leurs ordinateurs, tuteurs payés par les collectivités territoriales !

Alors, qui faut-il croire ? La Ministre, qui déclare que la rentrée se fera à « 100 % en présentiel » ou les présidents qui, sous couvert de « distanciel », aménagent les coupes budgétaires et privent les étudiants de leur droit le plus fondamental, celui d'avoir des cours dispensés par des hommes et des femmes, universitaires statutaires spécialisés et qualifiés dans leur discipline ? Qui faut-il croire, la Ministre qui annonce que la rentrée se fera à « 100 % en présentiel » ou celle qui débloque des dizaines de millions d'euros pour développer le *e-learning*, notamment sous la forme des « campus connectés » qui sont en réalité l'expression de la relégation de dizaines de milliers d'étudiants, étudiants de « seconde zone » dans des filières *low cost* de la « France du vide » universitaire ?

Pour FO ESR il faut en finir avec les faux-semblants : il faut que la Ministre rappelle aux universités et à tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche que leur mission n'est pas d'« ubériser » l'enseignement, que leur mission n'est pas de transformer ce qui était très officiellement dénommé « mode dégradé » en une modalité pérenne de fonctionnement. Il faut

que le ministère lui-même donne l'assurance que seront donnés dès la rentrée les moyens, à la fois pour faire les rattrapages nécessaires et pour rétablir l'enseignement supérieur et la recherche, en termes notamment de postes, de locaux, de dotations horaires.

Or, non seulement ce n'est pas la direction prise par le ministère, mais celui-ci continue d'utiliser les conditions de la gestion de crise que le gouvernement a imposée pour avancer à marche forcée dans les mesures et réformes qui attaquent les statuts et les missions des personnels des universitaires.

C'est la poursuite des regroupements et fusions forcées, dont témoignent par exemple les textes concernant les universités de Nantes et de Montpellier qui sont présentés à ce CNESER ; c'est la poursuite de la promotion de l'enseignement privé, comme l'illustre un autre texte présenté à ce CNESER.

Mais c'est aussi le maintien de réformes qui visent à déqualifier les étudiants et dont une très grande majorité de collègues, avec FO ESR, demandent l'abandon, telles en particulier celles qui concernent les masters MEEF et les concours d'enseignement ainsi que le DUT. Mais c'est encore la multiplication des textes qui, en application de la LPR, visent à précariser tous les métiers de la recherche, y compris dans le secteur privé (CPJ, contrats de projets, pseudos CDI « de mission » notamment), ou, avec le RIPEC, à individualiser les rémunérations des enseignant-chercheurs et chercheurs, comme l'a fait pour les BIATSS le RIFSEEP, dont nous demandons toujours l'abandon.

C'est bien pourquoi FO ESR est partie prenante de l'appel intersyndical au rassemblement qui a lieu ce matin même, non pas derrière des ordinateurs mais devant les locaux du ministère, rue Descartes. Les organisations signataires (FO ESR, FERC CGT, FSU, Sud Éducation et Sud Recherche-EPST) demandent l'abandon de ces réformes et s'opposent en effet au passage en force du ministère qui cherche à disloquer statuts, rémunérations et missions. À commencer par la première d'entre elles, c'est pourquoi nous demandons tous ensemble la **réouverture de toutes les universités avec tous les cours, CM, TD, TP en présentiel dans le respect des maquettes !**